

## **Covid-19 : le chef de l'ONU plaide en faveur d'un Plan mondial de vaccination**



**WHO/Christopher Black**

L'Afrique a besoin de disposer de vaccins COVID-19 sûrs et efficaces en temps utile. **17 février 2021**

**Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a plaidé mercredi devant le Conseil de sécurité en faveur d'un Plan mondial de vaccination contre la pandémie de Covid-19 pour vaincre cette maladie qui ravage le monde depuis un an.**

« Le monde a besoin de toute urgence d'un Plan mondial de vaccination pour rassembler tous ceux qui ont le pouvoir, l'expertise scientifique et les capacités productives et financières nécessaires », a déclaré M. Guterres lors d'un débat virtuel du Conseil consacré à l'accès équitable aux vaccins anti-Covid.

Selon lui, l'équité en matière de vaccins est « le plus grand test moral » auquel est confronté le monde. « Nous devons faire en sorte que tout le monde, partout, puisse être vacciné le plus rapidement possible », a-t-il dit.

Il a regretté que les progrès en matière de vaccination aient été extrêmement inégaux et injustes. Jusqu'à maintenant, dix pays seulement ont administré 75% de tous les vaccins anti-Covid, alors que plus de 130 pays n'ont pas reçu une seule dose. « Les personnes touchées par les conflits et l'insécurité courent un risque particulier d'être laissées pour compte », a noté M. Guterres.

Dans ce contexte, le chef de l'ONU a estimé que le G20, qui rassemble les vingt principales puissances économiques mondiales, était bien placé « pour créer un

groupe de travail d'urgence chargé de préparer ce Plan mondial de vaccination et de coordonner sa mise en œuvre et son financement ».

Selon M. Guterres, ce groupe de travail devrait inclure tous les pays dans lesquels il existe une capacité de développer des vaccins ou de les produire si des licences sont disponibles, ainsi que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Gavi et d'autres organisations techniques compétentes et les institutions financières internationales.

« Le groupe de travail aurait la capacité de mobiliser les sociétés pharmaceutiques et les principaux acteurs de l'industrie et de la logistique », a ajouté le Secrétaire général lors de ce débat présidé par le chef de la diplomatie britannique, Dominic Raab, dont le pays préside le Conseil de sécurité en février.

Le chef de l'ONU s'est dit prêt à mobiliser l'ensemble du système des Nations Unies à l'appui de cet effort. Il a remercié le Royaume-Uni d'avoir organisé cette réunion et d'avoir renforcé son appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial pour soulager les souffrances, créer un espace pour la diplomatie et permettre l'accès humanitaire - y compris pour la livraison de vaccins dans le monde entier.

Le Secrétaire général a estimé que la réunion du G7, qui rassemble sept pays industrialisés, plus tard cette semaine, pourrait aider à créer l'élan nécessaire pour mobiliser les ressources financières nécessaires.

« Ensemble, nous pouvons garantir un approvisionnement suffisant, une distribution équitable et la confiance dans les vaccins. Nous pouvons vaincre cette maladie. Nous pouvons relancer nos économies. Je suis convaincu que c'est possible », a conclu le Secrétaire général.

### **Ne pas oublier les personnes qui vivent dans des conflits**

De son côté, la cheffe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Henrietta Fore, a estimé que l'effort mondial de vaccination devait inclure « les millions de personnes qui vivent ou fuient les conflits et l'instabilité ». « Un accès équitable aux vaccins pour tous, y compris ceux qui vivent dans des conflits, est essentiel. Non seulement pour des raisons de justice. Mais comme seul moyen de mettre fin à cette pandémie pour tous », a-t-elle dit.

La cheffe de l'UNICEF a expliqué que la pandémie de Covid-19 avait fondamentalement modifié la manière de travailler de son agence, « ajoutant une nouvelle couche de complexité dans des environnements opérationnels parmi les plus difficiles et les plus dangereux du monde ».

« La nature violente et prolongée des conflits armés d'aujourd'hui bouleverse les systèmes de santé des pays, endommage ou détruit des infrastructures vitales comme l'eau et l'assainissement, et provoque la fuite d'agents de santé indispensables. Dans ce contexte, la livraison des vaccins est également entravée par un déficit de financement pour l'assistance humanitaire en général et par un manque de transport, de chaînes du froid et d'infrastructures logistiques pour soutenir le déploiement », a-t-elle expliqué.

« Nous devons atteindre les mêmes populations qui manquent régulièrement de services de base - comme la santé, la nutrition et la vaccination de base - avec un vaccin qui non seulement sauvera potentiellement leur vie, mais aidera à lutter contre une pandémie mondiale », a-t-elle ajouté.

Mme Fore a rappelé que l'UNICEF appuyait la réponse mondiale à la Covid-19 dirigée par l'OMS, apportant son expérience et son savoir-faire à cette tâche colossale, notamment pour acheter et livrer les vaccins.

« Nous visons à acheter deux milliards de doses de vaccins anti-Covid-19 d'ici la fin de cette année. Ceci s'ajoute aux deux milliards de doses d'autres vaccins que nous achetons normalement, chaque année au nom de 100 pays », a expliqué la cheffe de l'UNICEF.

« Grâce à notre travail de longue date dans des contextes humanitaires, nous adaptons, ajustons et évaluons les besoins spécifiques de chaque lieu. Cela signifie, par exemple, veiller à ce que suffisamment de doses et de seringues soient disponibles dans chaque pays, et entreprendre des inventaires pour s'assurer que des systèmes efficaces de chaîne du froid sont en place », a-t-elle ajouté. « Cela signifie se procurer des seringues et des boîtes de sécurité. Cela signifie trouver des moyens d'assurer la distribution et la livraison dans des contextes logistiques difficiles comme le Soudan du Sud ou la République démocratique du Congo - ou des environnements à haut risque comme le Yémen ou l'Afghanistan ».

Alors que l'OMS, l'UNICEF et leurs partenaires se préparent à ce déploiement « historique » de vaccins, « nous avons besoin du soutien de ce Conseil », a dit Mme Fore aux membres du Conseil de sécurité.

« Premièrement, joignez-vous à notre appel à tous les États membres pour que chacun soit inclus dans les plans nationaux de vaccination, quel que soit son statut juridique ou s'il vit dans des zones contrôlées par des entités non étatiques », a-t-elle déclaré. « Deuxièmement, nous avons besoin d'un cessez-le-feu mondial. Au minimum, nous avons besoin de votre aide pour prolonger l'appel lancé dans la résolution 2532 pour une pause humanitaire pendant la durée de la livraison des vaccins ».

« Et troisièmement, aidez-nous à relancer les campagnes de vaccination contre d'autres maladies comme la rougeole, la diphtérie et la polio. Nous ne pouvons pas permettre à la lutte contre une maladie mortelle de nous faire perdre du terrain dans la lutte contre d'autres », a-t-elle ajouté.

---